L'HISTOIRE FACE AUX SCIENCES SOCIALES: L'EVOLUTION DE LA RECHERCHE FRANÇAISE

Por **Frédéric Mauro**

Un ouvrage célèbre sur le Mexique au XXe siècle s'intitule «Mexico, Cincuenta anos de revolucion» [1]. Il sous-entend qu'au Mexique la révolution est permanente, qu'elle continue et qu'elle doit continuer dans le futur. L'ouvrage avait paru vers 1960. Vingt ans après nous pouvons dire la même chose de notre discipline. «La science historique, cinquante ans de révolution» Beau titre, parfaitement exact en 1979 puisque c'est en 1929 que parait le premier número des *Annales d'Histoire Economique et Sociale*. Mais la révolution continue. Chaque année apporte des points de vue et des méthodes nouvelles. A peine perçoit-on un léger signe d'essoufflement.

Cela est vrai de la science historique mondiale mais plus particulièrement de la française, une de celles que nous connaissons le moins mal pour y avoir vécu, pour en avoir été imprégné. Celle-là, cette science française a été, il faut le rappeler, la première a être secouée par cette révolution. Et elle a montré la voie aux autres. Elle a profité de trois instruments dont la conjonction a été sepectaculaire bien qu'involontaire. Le premier a été la revue des Annales — après la Seconde Guerre Mondiale *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations* — appuyée sur l'*École Pratique des Hautes Études* et en particulier sa VIe Section née assez tard puis transformée en *École des Hautes Études en Sciences Sociales*; appuyée aussi sur le Collège de France, sur la Revue de Synthèse, sur l'École Géographique française de Vidal de La Blache et sur l'École Anthropologique de Paul Rivet.

Le second instrument a été l'École Libre des Sciences Politiques, la Fondation Nationale des Sciences Politiques et les Instituts d'Études Politiques, surtout celui de Paris où se sont développées les études d'his-

---

1 México, 4 vols., 1960.

toire contemporaine — plutôt délaissées par le groupe des Annales — et où la collaboration a été étroite avec les juristes, les économistes, les politologues. Les relations n'ont pas été très bonnes entre ces deux groupes qui s'ignoraient et se critiquaient. En réalité ils étaient complémentaires non seulement par les périodes et les domaines étudiés mais aussi par les méthodes empruntées les unes les autres aux autres sciences sociales ou au moins inspirées par elles.

Le troisième instrument a été le corps des agrégés d'histoire, corps d'élite qui avait fourni à la France des chercheurs, des enseignants brillants et même des administrateurs, des hommes d'affaires et des hommes d'Etat. Ce corps a été la force de réserve de la recherche historique française. Quatorze heures d'enseignement par semaine, sans copies à corriger, l'agrégé d'histoire professeur de lycée, s'il ne faisait pas de politique, a eu le temps de préparer une de ces grosses thèses d'Etat d'histoire régionale, fondée sur des dépouillements sériels et qui ont fait faire à la connaissance du passé de la France un progrès décisif.

Si l'on jette un coup d'oeil sur l'énorme effort accompli, on réalise l'importance qu'ont eue les sciences sociales dans cette révolution de l'histoire. Aujourd'hui l'histoire c'est l'ensemble des sciences sociales du passé, ou si l'on veut même, l'ensemble des sciences humaines du passé. Car l'expression de «sciences sociales» est employée dans plusieurs sens. Certains en effet lui donnent un sens étroit. Les sciences sociales ne seraient, pour eux, que la sociologie, l'anthropologie, la psycho-sociologie, à la rigueur la démographie. Certains y ajoutent la philosophie bien que celle-ci ne soit pas une science mais une réflexion sur la science, sur les autres formes de connaissance et sur l'action. D'autres y comprennent l'histoire, la géographie, la science politique, mais refusent d'y faire entrer les sciences économiques ou juridiques. D'autres enfin y admettent les sciences économiques mais non le Droit. Or il est bien certain que si l'on veut faire une histoire totale, une histoire complète de l'homme sur cette Terre, il faut approcher cette histoire de toutes les façons possibles et donc s'inspirer de toutes les sciences sociales au sens le plus large, de toutes les sciences humaines.

Mais cet «impérialisme» historique, cette immensité du champ de l'histoire a provoqué une véritable anarchie de la recherche, avec des départs spectaculaires de l'investigation dans toutes les directions, au point qu'on peut se demander aujourd'hui s'il existe encore une «science historique» et si les sciences sociales n'ont pas demantelé l'histoire, créant autant de sciences historiques qu'il y a de sciences sociales.

Ce que nous voudrions étudier ici se résume en trois points. D'abord quelles sont les conséquences de ces cinquante ans de révolution his-

torique? Ensuite comment se présente cette explosion de la science historique ? Enfin quels sont les remèdes, les solutions à ce problème?

A) Les conséquences de la révolution dans les sciences historiques.

Le travail accompli en cinquante ans s'ajoutant à celui qui a été réalisé auparavant et qui n'est pas négligeable — on verra pourquoi — a besoin d'être classé selon ses différents aspects.

Rappelant une analyse déjà publiée [2] nous devons d'abord situer la démarche proprement scientifique de l'historien. A l'égard du passé, en effet, plusieurs approches sont possibles. Par exemple celle qui permet de le mettre plus aisément à notre disposition et qui relève d'une problématique technique: épigraphie, archéologie, papyrologie, paléographie, bibliographie, archivistique, diplomatique, cartographie historique, statistique, économétrie rétrospective. Ce sont des outils des historiens, ce n'est pas l'histoire elle-même. Le grand public aujourd' 'hui, est plus touché par la problématique esthétique appliquée au passé: romans, films, peintures, sculptures, pièces de théâtre, spectacles «son et lumière» nous le font revivre: c'est la «résurrection» du passé dont parle Michelet, ce n'est pas l'histoire-science. De même la philosophie de l'histoire et sa variante la théologie de l'histoire — ou encore la philosophie sur l'histoire, selon le mot de Marrou, c'est-à-dire l'épistémologie historique, sont des démarches fort légitimes mais qui ne relèvent pas réellement de la profession d'historien. Celle-ci a pour objet l'étude des civilisations passées dans tous leurs aspects, du passage d'une civilisation à l'autre, de la comparaison entre elles et avec les civilisations présentes. L'historien se penche sur les mécanismes géographiques, anthropologiques, économiques, politiques, culturels de ces civilisations et en mesure la relativité dans le temps et l'espace. Ainsi il permet de mieux comprendre le passé, qu'il ne ressuscite pas mais qu'il reconstruit, et aussi le présent par opposition au passé et en même temps dans le prolongement du passé.

En se maintenant à ce niveau — modeste — de l'analyse scientifique, l'historien construit aujourd'hui ce que nous avons appelé une histoire à trois dimensions [3]. Nous ne rappellerons pas ici comment les historiens en sont venus, peu à peu, à leur insu, à une construction aussi

---

2 Frédéric Mauro, Les cinq problématiques de l'histoire, *Annuario de Historia Economica*, Madrid, Nov. 1968 — et *Des produits et des Hommes*, Paris, Mouton, 1972, pp. 29-31.

3 Frédéric Mauro, As três dimensões da historia, *Historia e America Latina — Questoes contemporanias, Brasilia* (sous presse).

complexe. Le schéma que nous utilisons a le mérite de classer les unes par rapport aux autres les diverses directions de la recherche historique et de faire de leur ensemble un tout cohérent.

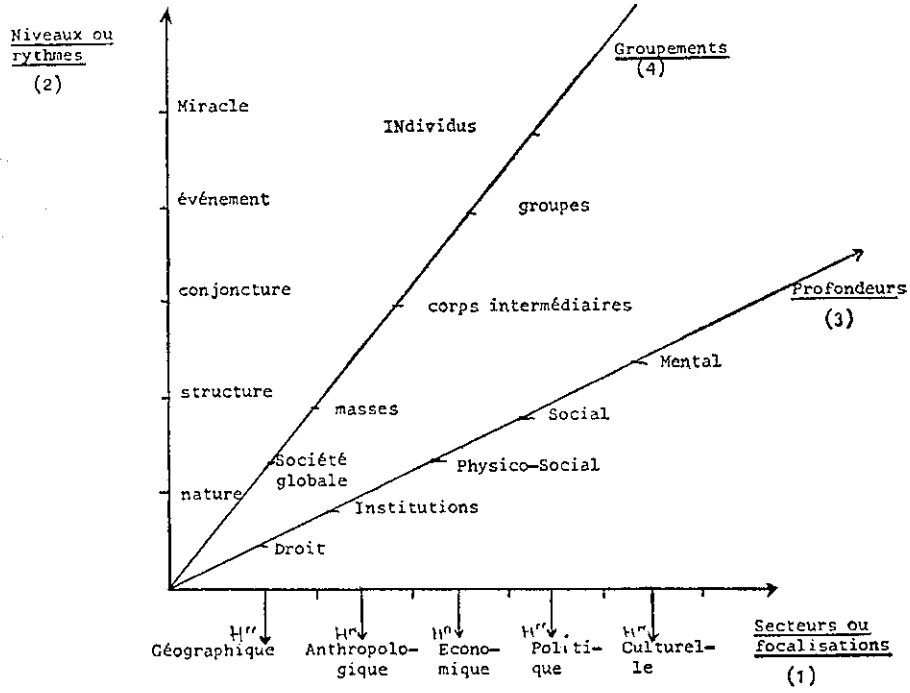
Le schéma que nous reproduisons ici fondé sur les coordonnées cartésiennes distingue ainsi d'abord les différents secteurs de l'histoire, correspondant chacun à une science humaine mixte, c'est-à-dire à la fois physique et humaine. Chacun de ces secteurs est plutôt une «focalisation» de l'histoire, toute la matière historique étant reprise à partir du point de vue qu'il représente et les contacts entre ces points de vue étant particulièrement féconds. On distinguera ainsi, pour les unir, histoire géographique, histoire anthropologique, histoire économique, histoire politique, histoire culturelle. La liste n'est pas limitative. Elle est le plus commode dans l'état actuel de la recherche. On voit facilement comment une anthropologie économique rétrospective par exemple, autrement dit une histoire anthropologo-économique est possible et féconde.

On distingue ensuite les niveaux ou rythmes de l'histoire: c'est la dimension temporelle, la dimension par excellence de l'histoire, mais le temps n'est pas uniforme comme chacun sait. On a longtemps confondu événements et politique, conjoncture et économie, structures et société. Il faut y renoncer aujourd'hui car il existe des événements économiques, une conjoncture culturelle et des structures politiques. De plus les conjonctures, les fluctuations, sont de rythmes divers et les événements sont plus ou moins «événementiels». Enfin les structures peuvent être tellement immuables qu'elles rejoignent la nature. C'est pourquoi nous obtenons successivement sur notre grille le miracle — un super-événement — les événements de divers degrés, les conjonctures de court terme, les conjonctures de long terme qui correspondent à des changements de structure et enfin la nature humaine ou physique.

Ces deux dimensions ne rendent pas compte de préoccupations que nous retrouvons chez beaucoup d'historiens et qui correspondent à analyse en «profondeur» des phénomènes humains. C'est ce nom que nous donnons à notre troisième dimension qui va de la façade institutionnelle, juridique ou nom, au mental, en passant par le physicosocial et le social. Quand on dit que l'institution cache la structure, ce sont en réalité le physico-social, le social et le mental qui sont cachés. C'est ce qui explique que toute histoire est sociale, comme le disent nos historiens, que toute histoire est mentale, qu'elle est aussi institutionnelle et cela quelque soit le domaine envisagé: géographique, anthropologique, économique, politique, culturel. On voit bien le rôle de la sociologie et de la psychologie en histoire: elles inspirent les recherches d'his-

toire sociale et d'histoire mentale, ces profondeurs dont la connaissance est indispensable à une histoire complète. On voit aussi la différence qui existe entre histoire culturelle et histoire mentale. La première étudie l'évolution de notre culture explicite — la culture implicite étant le domaine de l'historien-anthropologue. La seconde étudie le retentissement dans le conscient, le subconscient et l'inconscient humain, individuel ou collectif, des phénomènes géographiques, anthropologiques, économiques, politiques ou culturels de l'histoire humaine telle qu'elle est vécue.

Trois dimensions: ce nombre n'est pas définitif et il nous vient à l'idée qu'une quatrième dimension interésse de plus en plus les historiens: celle du groupement humain. Les analyses faites dans les différents domaines de notre activité montrent qu'il faut tenir compte de la façon dont les hommes s'associent: cela va de l'individu à la société g obale en passant par le «groupe» — c'est-à-dire le petit groupe — les corps intermédiaires et les masses. Nous aboutissons donc au schéma suivant:



Toutes les questions posées au passé ressortent de la combinaison de ces quatre dimensions. On voit le nombre élevé de combinaisons possibles. On peut, par exemple, analyser l'attitude mentale à court terme d'un corps intermédiaire dans le secteur économique, ou les institutions géographiques de longue durée d'une société globale. Le lecteur calculera aisément le nombre de combinaisons. Mais le schéma que nous donnons n'est pas limitatif. Il peut encore être nuancé ou démultiplié.

B) L'explosion de l'histoire.

Une telle abondance pose inévitablement un problème: existe-t-il encore une science historique? L'histoire n'est-elle pas entrainée, éparpillée dans de multiples directions? Peut-on encore la distinguer des autres sciences humaines et même des autres sciences?

Il est certain que cet éparpillement est d'abord lié à la multiplication des sciences humaines dans la mesure ou l'histoire est l'ensemble des sciences humaines du passé. Nous pouvons prendre quelques exemples. D'abord celui de la psychologie, qui débouche sur l'histoire mentale. La psychologie collective et la socio-psychologie ouvrent la porte à l'histoire des mentalités, à l'histoire de l'opinion publique. La psychologie individuelle et la caractériologie, la graphologie elle même sont utilisées en histoire de façon encore plus ancienne et, dirons-nous, plus traditionnelle. La psychanalyse donne en histoire la psychanalyse historique où s est illustré Alain Besançon. La psychiatrie et la sociologie psychiatrique chères à Roger Bastide ont permis des analyses historiques, en particulier à propos de l'histoire des peuples du Tiers Monde [4]. Nous sommes là dans le cas où une discipline ou un ensemble de disciplines nous ouvre toute une «profondeur» de l'histoire au sens que nous avons donné à cette expression.

On pourrait aussi prendre le cas de la science politique ou politologie — étude des mécanismes du pouvoir — et des sciences politiques: politologie mais aussi sociologie et géographie politiques et électorales, anthropologie politique, droit public, psychologie politique sans parler de l'économie politique, qui est presque un jeu de mots sur le rôle de l'économie dans la politique. Toutes ces disciplines ou bien relèvent des différentes «profondeurs» — encore une fois — de la recherche,

---

[4] Alain Besançon, *L'histoire psychanalytique*, Paris, EPHE, 1974, 384 pp. Roger Bastide, *Sociologie des maladies mentales*, Paris, Flammarion, 1977, 314 pp., etc.

ou bien sont des disciplines de contact avec la science politique. Or une histoire politique c'est tout cela transposé dans le passé. C'est donc plus vaste, bien plus vaste, que l'histoire politique traditionnelle. Et aussi, ce n'est pas seulement une politologie rétrospective au sens étroit du mot, encore que cet aspect y soit central et que les historiens y étudient, au délà des individus, le rôle des masses, des corps intermédiaires et surtout — on l'a vu dans les vingt dernières années — le rôle des «groupes» en particulier dans le mécanisme des prises de décision, celles-ci exprimant finalement les rapports de force, donc les mécanismes du pouvoir [5].

Un même raisonnement pourrait être fait pour l'histoire économique et la science ou les sciences économiques, ou pour la géographie et l'histoire géographique ou pour l'anthropologie et l'histoire anthropologique ou pour les sciences de la culture — pouvons nous écrire «culturologie»? — et l'histoire culturelle. Pour le droit et l'histoire du droit, pour la sociologie et l'histoire sociale nous retrouvons un peu la même situation que pour la psychologie et l'histoire mentale. Nous savons combien toutes ces disciplines se sont développées et ramifiées et l'histoire doit suivre.

Mais une complication supplémentaire intervient: le rôle que jouent dans ces «sciences humaines» les «sciences» proprement dites. D'abord parce que nos différentes sciences sociales sont en fait des sciences mixtes. Cela est évident pour la géographie qui est à la fois physique et humaine. Une géographie qui ne serait que physique serait une mauvaise géologie. Une géographie qui ne serait qu'humaine serait une mauvaise sociologie. Car la géographie est l'étude de l'homme aux prises avec l'espace et le milieu naturel qui occupe cet espace. Même situation pour l'anthropologie qui est à la fois physique et culturelle ou sociale, puisqu'elle est l'étude de l'homme aux prises avec ses nécessités vitales. De même la science économique où l'on voit l'homme lutter avec la rareté des biens. Ces biens obéissent à des lois physiques et relèvent d'une certaine technologie qui en conditionne la fabrication et l'emploi. Malgré les apparences, la science politique est aussi une science mixte car les mécanismes du pouvoir dépendent des hommes et des forces physiques que ceux-ci se sont ménagées ou auxquelles ils se heurtent. Ces forces physiques ne sont pas toutes économiques. A côté d'elles il y a les forces militaires, liées à des disciplines aussi précises que la balistique. Enfin les sciences de la culture étudient des phéno-

---

[5] Sur la politologie et les sciences politiques voir Georges Burdeau, *Traité de Sciences Politiques*, Paris, Librairie Générale de Droit, 3e édition 1980; et la bibliographie qu'il donne.

mènes qui sont en partie physiques: le sculpteur se heurte à la dureté du marbre, le peintre au nombre des couleurs etc,...

A cela il faut ajouter le rôle grandissant des sciences mathématiques. Grandissant dans la mesure où ces sciences humaines et les sciences physiques qui les supportent sont de plus en plus quantitatives. On sait le rôle joué par la statistique dans les sciences sociales du présent. On sait aussi celui qu'elle joue en histoire, donnant successivement l'histoire sérielle, l'histoire quantitative à la manière de Marczewski, l'istoire fréquentielle [6]. On connait aussi la différence entre l'histoire quantitative de Marczewski et l'économétrie rétrospective de la *New Economic History* [7], l'économétrie pouvant se définir comme une statisque où, par le calcul des probabilités, on vérifie dans quelle mesure les résultats auxquels on aboutit sont vrais. On sait aussi le rôle que joue en linguistique ou en économie l'analyse factorielle, l'analyse combinatoire et le calcul différentiel. Enfin, en science politique ou économique ou peut avoir recours, d'un côté à la théorie des jeux qui permet de prévoir l'avenir dans une certaine mesure — et d'un autre côté à la cybernétique qui permet de comprendre les circuits d'échanges dans un système, une société donnée.

Cet usage croissant des mathématiques est facilité par l'utilisation des ordinateurs, machines, qui ne font pas des opérations compliquées, dans un temps record, mais des masses considérables, astronomiques, d'opérations simples. Elles ont encouragé les chercheurs à plus de technicité, à plus de précision quantitative, à une véritable critique mathématique de leurs affirmations. Elles multiplient encore les ouvertures des sciences humaines et de l'histoire.

Enfins les sciences physiques naturelles et médicales entrent de plus en plus dans les activités de l'historien. Et cela de deux façons. D'une part elles sont, comme nous l'avons montré, et elles le sont de plus en plus, partie intégrante des sciences sociales «mixtes» qui inspirent la recherche historique. D'autre part, elles interviennent comme supports de techniques sophistiquées qui facilitent la recherche historique: l'ordinateur déjà cité — l'énergie atomique pour l'étude des radiations des objets anciens comme les monnaies, ce qui peut nous renseigner sur leur origine [8] — le carbone 14 — la lampe ultraviolette pour la lecture des écritures, effacées et recouvertes, des parchemins médiévaux, etc., etc.

---

[6] Jean Marczewski, *Introduction à l'histoire quantitative*, Genève, Droz, 1965. Frédéric Mauro, *Revista Brasileira de Economia*, vol. 26, n.° 3, Juillet/Sept. 1972, pp. 303-310.

[7] Pour une vision d'ensemble cf. Jean Heffer, *La Nouvelle Histoire Economique*, Paris, Gallimard, 1977.

[8] A. et J. Gordus, E. Le Roy Ladurie, D. Richet, Le Potosi et la physique nucléaire, *nales ESC*, 27e année, n. 6, Nov./Dec. 1972, pp. 1235-1256.

La conséquence essentielle de cette transformation des sciences humaines est la technicité croissante des différents domaines de la science historique. Et cela de deux façons. D'une part la technicité apparait croissante au fur et à mesure que l'historien travaille sur des époques plus proches du présent parce que notre civilisation est chaque jour plus une civilisation mathématique, une civilisation de la quantité par l'accroissement des populations, le rôle de la production et de la consommation de masse, de la culture de masse, par la réduction des distances, ce qui veut dire que l'homme vit sur un espace immense, par le fait enfin que la qualité passe de plus en plus après la quantité et que pour satisfaire à celle-ci on a recours à des techniques de plus en plus sophistiquées.

Mais d'autre part la technicité de l'historien s'accroit aussi, en sens inverse, à mesure qu'il remonte le temps, par la pénurie croissante de documents. Pour y remédier il doit aussi employer des instruments d'investigation de plus en plus perfectionnés. D'abord des instruments mathématiques. Par exemple l'histoire fréquentielle remplace, pour les époques anciennes, l'histoire sérielle ou quantitative des époques modernes ou contemporaines. De plus, dans les époques anciennes, les statistiques, généralement, n'existent pas et il faut — quand c'est possible — les reconstruire par soi même, ce qui est une lourde tâche qui s'ajoute aux autres.

Au fur et à mesure qu'il remonte dans le passé, l'historien emploiera aussi des techniques scientifiques plus nombreuses: l'énergie atomique, le carbone 14 et la lampe ultraviolette déjà cités, mais aussi toutes les techniques relatives à l'histoire géographique, par exemple celle des climats: la glaciologie, l'oenologie, la dendrochronologie, etc. D'ailleurs les spécialistes d'histoire naturelle se serviront des informations fournies par les historiens et trouvées par eux dans les archives et les bibliothèques: récits de voyageurs, archives des villages disparus, listes de pluviosité et de températures etc., etc. [9].

En cette conjoncture, comment est-il possible de maintenir l'unité de l'histoire? Naturellement cette question se pose à plusieurs niveaux et se complique encore par l'intervention d'autres phénomènes qui ajoutent à l'ampleur et à la dispersion de la science historique. Qu'y-a-t-il de commun entre un spécialiste de la nourriture chinoise 4 000 ans avant Jésus-Christ et celui qui étudie les flux industriels interrégionaux en France entre 1950 et 1970? Dans quelle mesure l'historien qui prétend tout faire n'est pas réduit à être une sorte de «journaliste de l'his-

---

9 E. Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 1967.

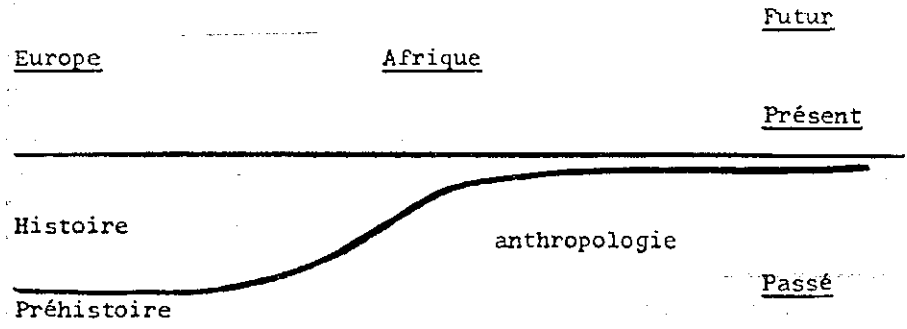
toire»? On pourrait multiplier les exemples. Ce qui complique encore les choses: le problème de la langue utilisée, qui établit, bien souvent, une barrière entre les différents historiens du monde. Mais derrière le problème de la langue s'en cache un autre: l'histoire que chacun apprend est d'abord celle de son pays et l'histoire est d'abord — volontairement ou involontairement — nationaliste. Comment l'unité de l'histoire peut elle supporter ce double morcellement? Dans quelle mesure est-il possible de donner à tous les hommes et aussi à tous les historiens un même niveau de formation historique qui leur permette de communiquer entre eux sur l'évolution de l'Humanité à laquelle ils appartiennent?

C) Les remèdes à l'explosion de l'histoire.

Si on ne se décide pas à morceler l'histoire au moins en trois morceaux (politique, économique, culturelle) il existe plusieurs façons de sauver l'histoire, l'historien et l'unité de l'une et de l'autre. Chacune présente des dangers.

I — *La première consiste à réduire l'histoire à l'histoire politique et économique.* Reprenons les divers secteurs de l'histoire. L'histoire géographique peut être considérée comme un aspect de l'histoire économique. L'espace en effet est un bien économique, un bien rare positivement quand il manque, négativement quand, par son immensité — c'est le cas des distances — il représente un coût. L'histoire anthropologique peut se réduire à l'anthropologie si nous considérons que celle-ci est la préhistoire du présent ou l'histoire des peuples qui n'ont pas d'histoire écrite.

Le graphique suivant fera aisément comprendre cette situation:



Cette définition n'est pas tellement différente de celle que nous avons donnée précédemment de l'anthropologie car les peuples qui n'ont pas d'écriture sont ceux dont la culture est surtout implicite, liée essentiellement à la lutte qu'il mènent pour satisfaire leurs nécessités vitales.

Pour l'histoire culturelle — histoire de la culture explicite — elle est tellement liée au patrimoine culturel de l'humanité que tous les spécialistes de l'art, de la littérature, de la spiritualité s'en occupent, et qu'il est inutile que l'historien aille encore y montrer son nez.

Donc l'historien de profession se consacrerait essentiellement à l'histoire politique et économique. Bien mieux, ces deux historiens seraient chaque jour plus proches. Car pour les époques précapitalistes les phénomènes économiques sont assez simples et proches des phénomènes anthropologiques c'est-à-dire de la lutte pour la vie quotidienne. Et pour les époques les plus récentes le marché économique tend vers l'oligopole et le monopole où le mécanisme des prix se réduit souvent à une lutte politique, à un mécanisme de pouvoirs politiques. En même temps d'ailleurs, et inversement, l'homme politique est chaque fois plus un produit de marketing comme on l'a vu en Europe et en Amérique dans les grandes campagnes électorales des années 70 et 80. Une politique déterminée est une espèce de marchandise qui se vend plus ou moins bien sur le marché.

Une économie «économique» a donc surtout existé entre le XVIe et le XXe siècle. Mais c'est un espace de temps assez court dans l'histoire. Au fond, parodiant Auguste Comte, nous pourrions diviser l'histoire économique de l'humanité en trois âges: l'âge de l'économie anthropologique, l'âge de l'économie «économique», l'âge de l'économie «politique», au sens fort de cette expression.

Cette conception de l'histoire se réduisant essentiellement à l'histoire politique et économique, le reste n'intervenant que comme variable exogène, est celle qui correspond le mieux à la conception que le public cultivé d'aujourd'hui se fait de l'histoire. Le public cultivé d'hier, lui, la réduisait à la narration des événements politiques. Il y a de toute façon un progrès. Mais est-ce la vraie solution à l'éclatement de l'histoire?

II) *Une autre façon de sauver l'histoire: la réduire à l'histoire sociale.* Celle-ci, dans notre schéma, est une des profondeurs de l'histoire. Réduire l'histoire à l'histoire sociale a été et est encore une des grandes tentations, la grande tentation, d'une certaine historiographie occidentale et cela pour diverses raisons. La première réside dans le

triomphe d'un certain humanisme où l'homme est «la mesure de toutes choses» . Dans la mesure où l'homme est un être social, c'est le salut de la société qui importe d'abord. Tout doit être étudié en fonction d'elle.

Une autre raison réside dans la mode: celle-ci est à la question sociale, depuis longtemps. Tout le monde veut faire du «social», même l'historien, y compris pour des époques où la question sociale ne se posait pas. Cette raison comme la précédente est fort innocente et elle ne mérite guère qu'on s'y attache. Plus grave parait l'influence d'une métahistoire sociologiste, héritée surtout aujourd'hui du marxisme. Pour ce «sociologisme», tout s'explique par la société. On reprend ainsi d'une certaine façon le mot de Rousseau: l'homme était «primitivement» bon et c'est la société qui l'a corrompu. On va même plus loin en considérant que l'homme n'est qu'un produit du social. On récuse le rôle de certaines conditions ou nécessités physiques, la géographie par exemple, implicitement condamnée par le marxisme comme explication «récupérante». On récuse le rôle des influences biologiques, génétiques et même culturelles, dont on n'admet pas qu'elles soient des variables indépendantes. La culture explicite elle même apparait comme une expression de la culture sociale et n'a pas d'évolution autonome, liée à son héritage même. On fait dépendre l'economique et le politique du social plus que l'inverse. On ignore le rôle des institutions, juridiques ou non, et encore plus celui de la liberté individuelle.

Enfin plus simplement encore que ces raisons profondes, un mouvement tout naturel pousse les historiens à faire de l'histoire sociale mais surtout à réduire toute histoire à l'histoire sociale. C'est celui qu'inspire la loi du moindre effort à des gens dont la formation est essentiellement littéraire et qui n'aiment guère s'aventurer dans le domaine des sciences mixtes ou la technicité est plus grande. En histoire sociale une statistique simple, un usage simple des ordinateurs et un certain talent littéraire peuvent suffire. Il va sans dire, toutefois, que les grands spécialistes de l'histoire sociale savent sortir de leur étroit champ de recherche, possèdent une grande culture dans touts les domaines de l'histoire et des sciences humaines et ne prétendent pas réduire l'histoire à l'histoire sociale. Toute histoire est sociale, oui: mais l'histoire sociale n'est pas toute l'histoire.

III) *Autre solution*: *réduire l'histoire dans le temps et dans l'espace.* Comme nous l'avons vu, il est possible de réduire l'histoire à celle des peuples qui ont une écriture et qui ont laissé des textes, les autres relevant de l'anthropologie. On peut se restreindre encore plus et se contenter d'étudier la civilisation dans laquelle on vit et celle dont on est

issu. Faut-il rappeler que c'est la pente naturelle de nos historiens français: l'histoire c'est d'abord l'histoire de la France, puis celle de l'Europe et de son expansion outre mer. Les civilisations asiatiques par exemple semblent relever d'une autre planète. D'où ces expressions d'«héxagonalisme», d'«eurocentrisme» dont ou gratifie, non sans raison, nos chers collègues.

Une autre façon aussi de délester l'histoire est de ne pas considérer comme histoire celle du «temps présent» [10] et cela pour diverses raisons. Une telle histoire manque de recul; les archives n'en sont pas accessibles et il vaut mieux laisser les spécialistes des sciences sociales du présent user leurs ergots de «perroquets savants» et théoriciens sur le roc sableux de l'actualité. D'ailleurs que peut faire, en face d'eux, un historien sinon du journalisme, la grande maladie qui le guette. Ce qui fait la valeur de l'historien, son originalité face aux autres sciences humaines, c'est qu'il les connait toutes mais en même temps il sait user de ces instruments qui lui sont propres et que sont les «techniques auxiliaires» de l'histoire: épigraphie, paléographie, papyrologie, diplomatique, numismatique, archéologie, archivistique, statistique historique déjà citées.

Si cette réduction de l'histoire dans le temps et l'espace est ignorée du grand public, elle est en fait pratiquée largement par le moindre des historiens. Nous ne parlons pas de la spécialisation de chacun. Mais disons que le monde des historiens occidentaux, dans son ensemble et sans bien s'en rendre compte, penche plutôt pour cette solution.

IV) *Le quatrième remède à nous maux est peut être l'interdisciplinarité.* Le mot a fait fureur depuis depuis quelques années en France. Pourtant dès la Seconde Guerre Mondiale, les Alliés, aux prises avec des problèmes nouveaux dans les divers continents du monde, créaient les «*area studies*».

Cette interdisciplinarité est double pour les historiens. Elle est à la fois la collaboration avec les autres disciplines que l'histoire et, à l'intérieur de l'histoire, la collaboration entre les différents spécialistes: historiens de l'économie, de la politique, de la culture, etc. Les deux interdisciplinarités sont nécessaires, la première l'étant pour l'action des autorités publiques et des entreprises et ayant donc une valeur opérationnelle. C'est en ce sens que l'histoire est «utile». La seconde permet de résoudre le problème de l'éclatement de l'histoire. Elle suppose une

---

[10] Le CNRS vient de créer à Paris un «Institut d'Histoire du Temps Présent» sous la direction de J. Bédarida.

grande variété d'historiens et d'historiens ouverts à la démarche de leurs confrères.

L'expérience prouve que, dans ces travaux interdisciplinaires, il est important qu'apparaisse une discipline-pilote. Ce n'est pas toujours la même et il faut la choisir selon les besoins. Tout domaine, tout niveau, toute profondeur de l'histoire, toute science humaine, y compris l'histoire, sont des points de vue sur l'histoire, des façons de la reconstruire. Mais selon l'usage qu'on en fait, c'est la reconstruction géographique, ou la sociologique, ou l'anthropologie, ou une autre encore, qui est nécessaire.

Naturellement, dans le fatras de nos connaissances et de nos penséees, tout n'est pas histoire. Les partis pris et les jugements de valeur du philosophe qui enseigne l'histoire de la philosophie ne sont pas de l'histoire au sens où nous l'entendons. De même, le professeur de littérature peut, au delà de l'histoire littéraire qu'il construit, être le critique littéraire du passé. Cela n'est pas de l'histoire. Et, selon un raisonnement analogue, nous pouvons affirmer que l'histoire ne fournit pas de solutions pour l'avenir. Sans doute parle-t-on maintenant d'«histoire prospective». Et sans doute la connaissance du monde dans sa dimension, dans son épaisseur temporelle, permet-elle à l'historien certaines extrapolations vers le futur, pour lesquelles, finalement, sont beaucoup plus démunis les spécialistes du présent. Mais ce domaine est encore trop neuf pour qu'on s'y étende et, de toute façon, l'historien doit y rester prudent. L'histoire d'ailleurs n'est pas toute la culture mais seulement une partie de la culture et ce qui a eu lieu dans le passé ne nous indique pas ce qu'il faut faire dans le présent ou dans l'avenir. Il n'y a ni «leçons» ni recettes de l'histoire.

*

* *

Des quatres remèdes proposés à l'éclatement de l'histoire, c'est le quatrième qui devrait avoir la préférence du chercheur, de l'historien professionnel. On peut espérer que dans un monde de plus en plus petit, l'unité de ce monde sera telle que l'histoire pourra s'élargir, pour tous, aux dimensions de la planète. Alors l'effet de perspective modifiera beaucoup le contenu de la culture historique. Des aspects qui nous paraissent importants seront gommés. Déjà l'éloignement dans le temps efface beaucoup de traits du visage historique de la Terre. Mais pour l'espace c'est l'inverse: la suppression des distances rééquilibre notre vision et réduit l'importance relative de ce qui était le plus proche. Ainsi peut être se réduit la variété historique, dans un monde qui va vers l'universel.